

La Presse

I . La Presse. 1838-04-09.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

LUNDI 9 AVRIL.

ANNONCES

1 franc 50 centimes la ligne.
RUE SAINT-GEORGES, 16.

LA

PRESSE

2^e ANNÉE. — 1838.ABONNEMENTS
D'avant des 1^{er} et 15 du mois.
RUE SAINT-GEORGES, 16.

Paris, 8 avril.

Nous voulons établir aujourd'hui trois choses; premièrement, l'intérêt des compagnies à ce que le gouvernement fasse des chemins; deuxièmement, l'intérêt du gouvernement à ce que les compagnies en fassent; troisièmement, l'intérêt du pays à ce que le gouvernement et les compagnies en fassent simultanément.

Il est évident que les chemins de fer sont encore, à l'heure qu'il est, une chose inconnue en France. Ce n'est pas dans des passerelles de quatre lieues, au capital de cinq ou six millions, que les difficultés réelles des chemins de fer peuvent être rencontrées, abordées et résolues. Quand on aura appliqué la pioche et le niveau à des tracés de quatre-vingts à cent lieues, et surtout quand on aura expérimenté, non pas seulement ce que coûtent d'établissement ces immenses lignes, mais encore ce qu'elles coûtent d'entretien, alors seulement on pourra se flatter de connaître intimement, profondément, complètement les secrets de cette nouvelle et glorieuse industrie.

Les compagnies qui proposent d'entreprendre les grandes lignes de chemins de fer ne savent donc pas au juste, et ne peuvent pas savoir tout ce qu'elles tentent. La géométrie et la mécanique sur le papier ne sont jamais exactement la même chose que la géométrie et la mécanique sur le terrain; et il n'y a pas d'ingénieur, si habile qu'on le suppose, qui voudrait répondre des mille accidents inattendus que recèle un tracé de cent lieues, accidents qui introduisent toujours des modifications dans les données abstraites de la science. D'ailleurs, un chemin de fer ne consiste pas seulement dans sa construction; il consiste encore dans son entretien et dans son produit, et l'on pourrait ne s'être point trompé sur le premier point, qu'on courrait le risque de se tromper sur les deux autres. En résumé, les chemins de fer de grande dimension sont donc une chose encore plus ou moins mystérieuse, même pour les compagnies qui offrent de les exécuter.

Eh bien, lorsque les compagnies, instruites à l'école de l'expérience, qui est la source de toute véritable instruction, viendront révéler au public et à l'administration les entraves qui les gênent ou qui les arrêtent, qui est-ce qui les croira? Lorsque les compagnies viendront dire, ou que leur capital présumé suffisant ne suffit pas, ou que le délai pris par elles est trop court, ou que le tracé choisi et débattu est devenu fautif, ou que le nombre des ponts indiqués se trouve trop petit et inexactement calculé, qu'est-ce qui peut répondre que toutes ces réclamations, justes, sincères, fondées, ne seront pas considérées par l'administration et par le public, toujours en garde et non sans raison quelquefois contre les compagnies, comme des exigences insupportables et des prétentions sans valeur? Qui est-ce qui sait si l'administration, si les bureaux, désintéressés dans la question, n'accueilleront pas les réclamations des compagnies avec les lenteurs classiques de la centralisation, et ne leur causeront pas de torts graves, quand ils ne seront pas irréparables?

Si l'on suppose au contraire que le gouvernement fait des chemins comme les compagnies, et dans les mêmes conditions qu'elles, alors il éprouvera naturellement les mêmes difficultés, les mêmes mécomptes; alors, il étudiera et apprendra la question de son côté, comme les compagnies du leur; alors il appréciera en parfaite connaissance de cause les réclamations qui lui seront adressées; alors, il abrègera les lenteurs administratives, en raison de l'urgence par lui expérimentée des accidents survenus; alors, enfin, les compagnies trouveront dans le gouvernement, non plus un censeur désintéressé et morose, mais une sorte de collaborateur éclairé et sympathique, toujours disposé à leur adoucir les difficultés qu'il aura lui-même éprouvées.

En outre, il peut arriver, dans la construction d'un chemin à long développement, que les approvisionnements de fer, de bois et de machines exigent des marchés passés à l'étranger; dans ce cas, les compagnies, livrées à elles-mêmes, et ne représentant ainsi qu'un intérêt privé, seront forcées de subir, quelquefois à leur grand désavantage, l'empire des lois ordinaires sur les douanes; tandis que si le gouvernement se trouvait placé dans le même cas, il est possible qu'il pût des mesures législatives de nature à vaincre ces difficultés spéciales et momentanées, et alors les compagnies, élevées par leur communauté de travail avec le gouvernement, à l'état d'intérêt général et en quelque sorte politique, profiteraient d'une faveur admissible quand il s'agit de tous, inadmissible quand il ne s'agit que de quelques-uns.

Enfin, et ceci est encore un notable avantage que les compagnies retireraient de leur association avec le gouvernement dans ce grand travail des chemins de fer, il arriverait sans aucun doute que le gouvernement, ayant à sa disposition des ingénieurs du premier ordre, n'étant pas sous l'empire de cet esprit de parcimonie auquel les intérêts particuliers ne peuvent jamais se soustraire, introduirait dans son œuvre un élément de solidité, d'élégance, de fini, dont les compagnies se feraient une cause d'émulation et un sujet de modèle.

D'un autre côté, si l'intérêt bien entendu des compagnies demande que le gouvernement fasse des chemins de fer, l'intérêt du gouvernement ne demande pas moins que les compagnies en exécutent.

Entrepreneur unique des chemins, le gouvernement n'échapperait jamais à mille accusations de despotisme et d'arbitraire. Comme les mesures qu'il prendrait, il les prendrait pour lui, le public, étranger aux motifs de ces mesures, ou inexactement informé de leur nécessité et de leur esprit, ne manquerait pas, en beaucoup d'occasions, de prendre fait et cause pour les intérêts privés menacés ou froissés par l'intérêt général. Ainsi, il n'y a pas de haie ou de fossé, traversés par le tracé du gouvernement, qui ne puissent devenir, en beaucoup de circonstances, un motif ou un prétexte de résistance, de bruit et de scandale. Si, au contraire, il y a des compagnies qui fassent des chemins pendant que le gouvernement en fera, la question se trouvant ainsi étudiée et expérimentée des deux côtés, au point de vue de l'administration et au point de vue des particuliers, toute surprise, toute calomnie, toute irritation deviennent impossibles, et les mesures que le gouvernement prendra ne lui seront plus imputées à crime, parce qu'elles seront communes à ses travaux et à ceux des compagnies.

Ce ne sera pas, d'ailleurs, un mince stimulant pour le gouvernement, que la rivalité toute sympathique des compagnies. Quand il verra faire autour de lui, il faudra bien qu'il fasse, et il fera pour sauver l'honneur des siens. En outre, de même que le gouvernement pourra offrir aux compagnies des modèles en fait de solidité et de fini, celles-ci, toujours beaucoup plus travaillées par l'esprit d'innovation, apporteront au gouvernement les procédés encore inconnus de l'industrie étrangère. Il n'est guère possible, en effet, que le gouvernement prenne l'initiative en matière de découvertes. Comme toute découverte ne se fait qu'après des expériences et que les expériences coûtent de l'argent, le gouvernement, qui dépense la fortune des contribuables, doit s'en montrer sage administrateur et prudent ménager. En général, on n'est entraîné à risquer un peu que par l'espoir de gagner beaucoup. Le gouvernement qui n'a pas besoin de gagner, ne peut pas éprouver le besoin de risquer. Sa condition n'est donc point de chercher les découvertes, mais de les accueillir quand elles sont constatées. Or, ce rôle d'oseur, d'investigateur, dont la base est toujours un désir ar-

dent de faire fortune, sera naturellement à la convenance des compagnies. Ainsi, tout ce qui est inconnu dans les chemins de fer, les compagnies le chercheront, et le gouvernement en profitera.

Il nous reste maintenant à montrer, et ceci est le plus aisé de notre tâche, comment l'intérêt de la France exige que le gouvernement et les compagnies exécutent simultanément les chemins de fer.

D'abord, il est clair que de cette simultanéité il résultera pour le public, une garantie d'un côté contre la lenteur de l'administration, et de l'autre contre la précipitation des compagnies, sans compter que l'émulation qui naîtra naturellement de ces deux œuvres parallèles, produira des chemins mieux faits, plus solidement établis et plus promptement terminés, toutes choses qui importent fort à la France.

En outre, il faut bien prendre garde aux intérêts très différents que les compagnies et le gouvernement auront dans les chemins de fer; et à l'influence que la concurrence dans l'exécution exercera sur ces intérêts.

Le gouvernement a deux manières différentes de retirer du profit des chemins qu'il exécutera; il recueillera d'abord les produits directs, résultant du service des chemins; il recueillera ensuite les produits indirects, résultant du mouvement commercial, industriel et agricole créé et entretenu par ces grandes voies de communication rapide, produits qui se retrouveront dans les divers services du budget des recettes.

Les compagnies, elles, ne retireront des chemins que des produits directs, résultant de leur mise en œuvre et de leur exploitation.

Si l'on suppose le gouvernement seul entrepreneur et seul exploitateur des chemins, comme les produits indirects qu'il en retirera par suite du mouvement commercial, industriel et agricole, seront bien autrement importants pour lui que les produits directs résultant de la mise en service des chemins, il est bien évident qu'il négligera quelque peu ceux-ci, et qu'il tiendra ses tarifs élevés, au grand détriment du public, toutes choses qui se voient dans les grandes exploitations du gouvernement, et, par exemple, dans l'administration des postes.

Si l'on suppose au contraire que les compagnies entreprennent et exploitent les chemins en rivalité avec le gouvernement, comme les compagnies ne peuvent retirer des chemins que des produits directs, résultant de la mise en service, il est clair qu'elles tendront incessamment à augmenter ces produits, c'est-à-dire à accélérer le mouvement de circulation des hommes et des marchandises, ce qui ne peut se faire que par la sécurité, la régularité et la rapidité du transport; et par la modération des tarifs. Or, si les compagnies introduisent un progrès dans l'exploitation de leurs chemins, et c'en est un fort grand que l'abaissement des prix et la bonté du service, il n'est pas douteux que le gouvernement sera forcé de l'introduire dans l'exploitation des siens.

A qui donc profitera cette rivalité heureuse et nécessaire, si ce n'est au pays tout entier?

En définitive, la vérité, en matière de chemins de fer, réside dans le concours simultané du gouvernement et des compagnies. C'est ce que le cabinet avait pressenti, en admettant dans son projet la coopération de l'industrie libre. Seulement, à une époque où les notables et sérieuses compagnies ne se montraient pas encore, il n'avait assigné à l'industrie particulière que les lignes d'embranchement; aujourd'hui que les compagnies se présentent avec des forces réelles, il les admet en raison de cette puissance même, et il partage avec elles les lignes de grande communi-

FEUILLETON DE LA PRESSE.

THÉÂTRE-FRANÇAIS.

L'Attente, par Mme de Senant.

L'Attente est une petite pièce qui n'a pas répondu à l'attente du public ni probablement à celle de l'auteur, ou de l'auteure, pour nous servir de la terminologie féminine de Mme Madelaine Poutret de Manchamps, rédactrice en chef de la *Gazette des Femmes*, car la pièce est d'une dame.

Nous avons déjà exprimé, à propos de *l'Isabelle* de Mme Ancelot, combien notre galanterie de critique était gênée quand elle avait affaire à des œuvres de l'autre sexe; et pour nous mettre à l'aise, nous avons supposé que la pièce était de M. Ancelot; ce qui nous a permis de dire, sans manquer aux lois de la chevalerie française, que *l'Isabelle* nous avait parfaitement ennuyé. Ne pouvant nous en prendre au mari de Mme de Senant, car cette dame problématique nous paraît peu ou point mariée, nous supposons, si vous voulez, que *l'Attente*, drame en un acte et en vers, est de M. Jules de Vailly, ou de tout autre.

L'attente n'est pas une comédie puisqu'il n'y a pas le plus petit mot pour rire, ni un drame puisqu'il n'y a pas l'ombre d'action; ce n'est pas même une conversation, c'est une élégie; une romance dont le refrain pourrait être: *Il ne vient pas, il reviendra*. Retourne et Crevel de Charlemagne, ces héros du genre n'eussent assurément pas mieux fait.

Tout le long de ce petit acte, une certaine demoiselle nommée Clary de Linard attend son Léonce. Le Léonce de Mlle Clary est un jeune homme obscur, sans nom, sans fortune, sans famille, ainsi qu'on doit l'être pour plaire à une jeune personne de roman ou de comédie. La famille de Mlle Clary veut lui faire épouser un M. Théodore de Saint-Martin, parti fort sortable; tout ce que la pauvre Clary a pu obtenir, c'est un délai de trois ans pendant lequel M. Léonce a carte blanche pour devenir millionnaire. Or, comme nul n'est prophète en son pays, M. Léonce est allé au Pérou ou dans les Indes-Orientales, aux sources même de la richesse pour puiser à pleines mains dans les mines d'or et de diamant.

Comme dans la ballade populaire, *La Trinité se passe*, Malbrouck ne revient pas, Clary monte à sa tour si haut qu'elle peut monter; mais elle ne voit rien venir.

Clary pleure, sanglote, s'assoit dans des coins, la tête penchée, et récite plus ou moins d'élégies; la maman qui est pour les idées positives fait tout son possible pour persuader à Clary que son Léonce ne reviendra pas et qu'il est estimerie: est-il raisonnable de supposer qu'un jeune homme aura résisté si longtemps aux charmes provocateurs des Babiaderi et des belles Brahmines?

Le dernier jour du délai fixé va bientôt finir, et si M. Léonce n'est pas revenu, Mlle Clary de Linard doit épouser son cousin, M. Théodore de Saint-Martin: mais voici qu'un domestique inconnu apporte une boîte de

palissandre; qui peut envoyer des boîtes de palissandre à Mlle Clary? son cousin Théodore; le cousin proteste de son innocence; plus de doute, c'est de la part de Léonce.

Personne n'ose ouvrir la boîte, qui a toute l'apparence d'un joujou à surprise: s'il allait en sortir un diable noir avec une langue de drap écarlate, un Léopaulle à ressort, ou quelque chose d'aussi épouvantable? Une jeune fille, amie de Clary, se dévoue, et la fatale boîte est ouverte. Elle renferme un bouquet; une couronne de fleur d'oranger, un voile blanc et autres brimborions nuptiaux; Clary s'en revêt à la hâte, ce qui produit du reste un effet passablement grotesque sur sa robe de poul de soie rose; mais cette joie est de courte durée: la boîte a devancé Léonce; un journal annonce la perte du brick *l'Espérance* que montait Léonce, et aussi la compagnie du bitume Seyssel en caractères visibles à l'œil même des places les plus éloignées du théâtre. Pendant que Mlle Plessis lisait le fatal événement aux nouvelles diverses, le parterre épelait la gigantesque annonce bitumineuse et asphaltique, moyen de publicité tout-à-fait nouveau.

Le journal servant de ressort dramatique nous paraît une innovation très bien accommodée au goût du siècle, et qui ne peut manquer de se répandre; un feuilleton d'annonces, un vaudeville, un fait Paris, terminera une tragédie.

Un incident assez bouffon a égayé cette situation pathétique: un loustic du parterre a crié à Mlle Plessis, « Mademoiselle, après vous le journal, s'il vous plaît, s'il en reste. »

Après la lecture d'un fait divers aussi désastreux, Mlle Clary ne trouve rien de mieux que de devenir folle: pendant qu'elle se livre à des gestes extravagants avec paroles assorties, les portes s'ouvrent avec fracas, un jeune homme paraît, c'est le Léonce tant attendu; Clary tombe dans ses bras; Léonce embrasse très vivement Mlle Plessis sur ses belles épaules nues et la toile tombe.

Le rôle de M. Léonce, qui ne dit pas un seul mot et n'a fait qu'embrasser Mlle Plessis, nous paraît le plus agréable de la pièce.

L'acteur qui représentait Léonce a mis beaucoup de conscience et de vérité dans son jeu, seulement il a mordu au col Mlle Plessis qui a poussé un petit cri d'effroi.

Voici un nouvel emploi théâtral; l'on dira jeune embrasseur comme l'on dit jeune premier.

Toutes ces belles choses ont été convenablement sifflées; et si Samson n'avait pas changé la phrase sacramentelle, la pièce que nous venons d'avoir l'honneur de représenter ou dont vous, etc., en *Madame de Senant*, est l'auteur de la pièce, etc. (diplomatie fort habile), il n'aurait pas pu nommer l'auteur pseudonyme ou véritable.

Mlle Anais a eu quelques éclairs de naturel; Mlle Plessis a été aussi maniérée que de coutume et s'obstine à prononcer tous les o brefs, comme s'ils étaient longs. Nous avons dit que la pièce était en vers; citons-en quelques uns:

Monsieur, veuillez bien prendre un calme salutaire,

Tu me pardonneras, Léonce, si mes pleurs

Ont terni loin de toi l'éclat de mes couleurs.

Nous ferons observer à Mlle Plessis qu'elle dit ce distique avec un pied de rouge. *L'Attente* fait désirer impatiemment une autre pièce.

THÉÂTRE DES VARIÉTÉS.

Madame Pinchon.

Il y a une nouvelle décoration dans cette pièce; une nouvelle décoration dans un théâtre de vaudeville est une chose assez rare pour qu'on la signale. Celle-ci n'est pas trop mauvaise; elle représente une cuisine de ferme d'une façon pittoresque et vraie; la petite branche de vigne qui entoure familièrement par le carreau cassé est d'une poésie assez champêtre; mais ne nous arrêtons pas plus long-temps au fond sur lequel se détachent les figures et venons aux personnages mêmes:

Mme Pinchon est une petite femme, à l'œil malin, au pied leste et à la main plus leste encore, qui porte les culottes, et mène son benêt de mari par le bout du nez. M. Pinchon n'existe que pour la forme, et tout le monde, dans la maison, le regarde comme un zéro en chiffres; si par hasard, il ordonne quelque chose, les valets se tournent vers Mme Pinchon et disent: Que décide Mme Pinchon? Tant et si bien, que le nom de M. Pinchon est devenu synonyme de Jobart, et n'est presque jamais séparé de cornichon, sa rime naturelle; cependant Mme Pinchon a envie d'être maire (ce n'est pas une faute d'orthographe), et dans ce maudit pays de France les femmes ne sont pas maires. Pends-toi, Sophie Dauriat, professeuse de droit au Ranelagh! M. Pinchon peut seul lui donner ce contentement, en se faisant élire par les paysans de l'endroit; mais M. Pinchon est tout-à-fait déconsidéré, et sa présentation seule excite dans le husting campagnard un rire universel, homérique, olympien.

Un ouvrier, ami sincère de Pinchon et amoureux de sa jolie nièce Pé-rine, représentée par la charmante Mlle Olivier, découvre à Mme Pinchon la cause de ce refus; Mme Pinchon, frappée du tort causé à son mari par ses manières despotiques, éprouve un de ces revirements soudains que l'on ne voit guère qu'au théâtre; elle devient en quelques minutes la plus douce, la plus résignée, la plus obéissante des femmes, et par des gradations habilement ménagées, elle amène Pinchon à des attitudes plus viriles; le bonhomme sort de son hébètement servile avec un air de stupéfaction et de joie craintive admirablement rendu par Vernet, ce comédien si naturel et si parfait que nous préférons de beaucoup à Bouffé; il distribue des coups de pied et des soufflets, fait la grosse voix, propose des duels aux amans de sa femme et fait le matamore d'autorité maritale. Les paysans, ébahis de voir qu'un si fier huron se cachait sous les apparences placides de Pinchon le débonnaire et le fainéant, n'ont rien de plus pressé que de le nommer maire. Mme Pinchon est satisfaite. L'ouvrier vertueux

tion. La commission seule s'est mise en dehors de toute vérité, de toute raison, de toute justice, en dehors de l'intérêt du gouvernement, de l'intérêt des compagnies et de l'intérêt du public, en se prononçant pour un projet absolu contre une proposition de transaction; elle n'a pu commettre cette lourde faute que par son incapacité de juger les faits, ou par son refus de les accepter. Nous laissons à son choix ces deux motifs de sa décision; mais il faut bien qu'elle ait été mue ou par l'un ou par l'autre.

Deux ministres ont eu occasion de faire entendre, dans la discussion des fonds secrets à la chambre des pairs, un langage tout parlementaire, plus parlementaire, sans doute, que les vagues insinuations dont on fait un abus si étrange, au-dehors des chambres contre le cabinet. M. de Montalivet ne s'est pas étonné qu'il y eût une opposition systématique formée contre le ministère, et même deux, grâce aux conditions naturelles d'une révolution qui a donné tort à l'absolutisme et à la démagogie. Mais il a déclaré ne rien comprendre à cette troisième opposition, qui n'oppose rien au ministère, mais qui s'oppose aux ministres. Il a signalé avec raison l'inconsistance d'une pareille combinaison en gouvernement représentatif.

Qu'est-ce en effet que cette opposition aux hommes du pouvoir de la part d'anciens dépositaires du pouvoir? Qu'est-ce que ce langage d'hommes qui trouvaient que tout était pour le mieux la veille parce qu'ils étaient ministres, et qui jugent que tout est perdu vingt-quatre heures après, parce qu'ils ont perdu leurs portefeuilles? Qu'est-ce que ces paroles grises quand il n'y a là que des boules noires ou des boules blanches? Qu'est-ce que ce reproche d'impuissance adressé à un cabinet qui a fait plus de choses qu'aucun autre, et qui a fini toutes les institutions et toutes les négociations importantes, ce qui valait encore mieux que de finir des constructions commencées? Qu'est-ce que ces insinuations vagues d'incapacité dirigées contre des hommes d'état, dont on a recherché l'alliance à d'autres époques, en reconnaissant qu'on était incapable de former un cabinet sans eux? Qu'est-ce enfin, pour nous servir de l'ingénieuse expression du ministre, qu'est-ce que ce mouvement perpétuel de la politique, succédant au mouvement perpétuel de la gloire, qui nous a amenés les cosaques; au mouvement perpétuel de la liberté, qui avait produit la dictature.

M. de Montalivet n'a indiqué que sommairement, et avec cette discrète modération, qui sied si bien à la pairie, le vice de cette opposition extra-parlementaire! La faveur de la chambre a montré qu'elle a bien senti la portée de ses allusions. Le silence de M. de Broglie, dont les paroles avaient provoqué cette explication, a prouvé que le noble duc reconnaissait lui-même la justesse de ces observations qu'il a tacitement acceptées, malgré un appel que M. le président du conseil est venu adresser à la franchise de son ancien ami, en l'adjurant d'expliquer en quoi le ministère avait démerité de sa confiance.

M. Molé, en exprimant ainsi, à l'occasion des répugnances de M. Villemain, dont il prenait du reste son parti, le regret plus profond que lui inspirait la séparation de M. le duc de Broglie, a protesté hautement de l'union, de la solidarité des ministres du 15 avril, dont le bon accord, depuis une année, témoigne assez combien cette déclaration est sincère. Un an, sans crise ministérielle, sans remaniement de ministres, c'est ce que nous n'avons pas encore vu.

Le cabinet du 11 octobre a été remanié cinq fois; et les combinaisons essayées par deux grands débris de ce cabinet n'ont pu durer, l'une et l'autre, l'une après l'autre, que six à sept mois. Le président du conseil a fort bien expliqué que le cabinet du 15 avril, résumant ce que les combinaisons antérieures avaient de conciliable, en se préservant de ce qu'elles avaient d'exclusif, ne pouvait être taxé d'esprit de coalition ni d'incompatibilité; qu'il avait fait de la conciliation parce que le temps en était venu; qu'il saurait faire de la résistance, si la nécessité en apparaissait de nouveau. Le président du 6 septembre n'était pas plus inconséquent avec lui-même, en présidant le cabinet du 15 avril, que trois au-

tres membres de cet ancien cabinet qui étaient restés avec lui, et que deux ministres du 13 mars qui s'étaient associés à eux.

Ce langage ferme et modéré des deux ministres a tranché la discussion. M. de Montalivet, en soutenant les paroles de M. de Broglie; M. Molé, en déclinant les avances de M. Villemain, ont répondu aux deux côtés de la question. Et tel est l'accord de ces deux ministres, que les paroles de l'un pourraient passer par la bouche de l'autre, sans que les oreilles les plus ombrageuses en fussent étonnées. En était-il ainsi sous le 11 octobre? Sans parler de la lutte permanente de M. Thiers et de M. Guizot, rappelons-nous les contradictions de M. Humann et de M. de Broglie, de M. de Broglie et du maréchal Soult!

La chambre des pairs, chambre éminemment conservatrice, qui sait que la première loi du pouvoir, c'est l'unité, ne pouvait manquer de témoigner sa confiance à un cabinet qui lui offre cette première garantie. 129 suffrages contre 22 ont répondu à cet appel. Cette séance marquera dans la session de 1838.

RÉPONSE AU CONSTITUTIONNEL.

Il faut être soutenu dans ce siècle par un grand amour de la vérité, pour ne pas perdre patience devant les obstacles qu'elle rencontre; pour conserver son sang-froid devant les passions qui la combattent; pour garder l'espoir de la faire triompher des déceptions qu'on suscite contre elle. Cette patience, ce sang-froid, cet espoir, nous les conserverons. Nous mettrons de notre côté l'avantage des formes et du fond; le bon droit et le bon goût.

Depuis un mois, depuis que deux actions du *Constitutionnel* ont passé dans de nouvelles mains, ce journal s'est livré aux attaques les plus vives contre les hommes du pouvoir, contre le pouvoir même. Les noms les plus méprisants ont été prodigués à d'honorables personnages, dès longtemps en possession de l'estime publique, et de la confiance des chambres, et jamais, dans les plus mauvais jours de la restauration, on ne s'est laissé entraîner à des insultes si étranges et si gratuites.

Nous avons laissé passer ce flux de paroles. Nous avons attendu qu'on transportât la discussion sur le terrain des faits. Mais quels faits! On n'en avait pas à reprocher de coupables au cabinet actuel. Aussi quel expédient a-t-on imaginé? C'était de l'accuser de ne rien faire. A cela, que répondre, si ce n'est exposer les actes qui recommandaient le cabinet du 15 avril à la confiance des chambres et du pays? C'est ce que nous avons fait dans notre numéro de samedi dernier. Nous avons rappelé au *Constitutionnel* à quelles mesures ce ministère avait attaché son nom, et comme on lui oppose sans cesse des ministres passés, dont on veut faire des ministres futurs, nous avons dû ajouter que l'initiative de ces actes lui appartenait d'autant mieux, que les cabinets antérieurs avaient fait le contraire, ou n'avaient rien fait pour les préparer. C'était là une lutte vraiment parlementaire; une discussion de faits exempte d'injures, calme et forte; mais la passion s'échauffe d'autant plus qu'on lui oppose plus de modération; et nos adversaires aimeraient mieux avoir à repousser de la violence qu'à lutter contre de la force.

Nous ne concevons donc rien à l'exaspération du *Constitutionnel*, à moins qu'il soit bien convenu entre lui et le public, que tout lui est permis; qu'il peut tout dire, sans qu'on ait le droit de répondre; qu'il a le privilège d'insulter à tous les pouvoirs, sans qu'on ait la liberté de les défendre; en un mot, que la licence de la presse est rétablie à son profit, et la censure impériale restaurée à notre détriment. Jusqu'à ce qu'il en soit ainsi, jusqu'à ce que le *Constitutionnel* ait obtenu de ses nouveaux amis, ce supplément aux lois de septembre qu'ils ont si bien défendues, nous userons de la liberté de la presse, sans nous laisser étonner par ce nouveau genre d'intimidation. Les hommes de bonne foi, à qui nous nous adressons, et qui sont encore nombreux dans le pays, jugeront entre ces prétentions extravagantes et notre énergique modération.

Il est vrai que nous avons cru reconnaître le style de M. Thiers dans certains articles du *Constitutionnel*. Il est vrai que nous avons répondu à l'auteur présumé au lieu de répondre à l'éditeur responsable du journal; mais était-ce au *Constitutionnel* de s'en plaindre? Nous lui faisons beaucoup d'honneur. Sans doute M. Thiers n'en a pas jugé ainsi, car il a imposé au *Constitutionnel* un désaveu pénible. M. Thiers a raison: c'est un cas niable que celui de descendre de la présidence du conseil dans le *Constitutionnel*! Mais est-ce encore notre faute si la plume de M. Thiers se trahit par une clarté spirituelle, par une abondance nourrie, par une vigueur pénétrante, toutes

qualités peu familières au journal de la rue Montmartre. Il n'est pas permis à M. Thiers de garder l'anonyme.

Toutefois nous acceptons, ou du moins nous enregistrons le désaveu du *Constitutionnel* qui renonce M. Thiers, ou plutôt de M. Thiers qui renie le *Constitutionnel*. Jusqu'à plus ample information, jusqu'à preuve nouvelle, il est donc bien entendu que nous ne nous adresserons qu'au *Constitutionnel*, pour répondre aux articles qu'on attribue généralement à M. Thiers. Aujourd'hui seulement il faudra bien encore que le nom de cet ancien ministre se trouve sous notre plume pour repousser les fins de non-recevoir que le *Constitutionnel* oppose à nos griefs.

Soyons aussi brefs que possible; on nous oppose des assertions ou des dénégations formelles; nous procéderons de la même manière. Si l'on insiste, nous entreren plus tard dans des explications détaillées.

Nous répétons que M. Thiers avait promis avant le 22 février et sous le 11 octobre, de faire présenter la loi d'apanage. Le mot apanage, qui a fait tant de bruit, a paru pour la première fois dans un projet de loi présenté en 1830 par M. Laffitte, et rédigé par M. Thiers, son sous-secrétaire d'état.

Le ministère actuel a laissé tomber les lois de non-révélation et de déportation dès son avènement et avant la discussion. Il n'a donc pas été vaincu, et M. Thiers désavouait si peu ces lois, que, en août 1835, le ministre du commerce déclarait à la chambre, au nom du ministère, dont M. Thiers faisait partie, qu'on pourvoierait, par une loi, au choix d'un lieu de déportation, hors du territoire continental.

On renvoie au ministre de l'intérieur du 22 février la suppression de la revue du 28 juillet, et le huis-clos auquel était condamné le roi. Mais M. Thiers était président de ce cabinet, et si nous sommes bien informés, M. Thiers abandonnait si peu à d'autres le soin de pareilles mesures, qu'on l'entendait dire assez souvent, quand on l'invitait à respecter les attributions de ses collègues: « Des collègues! je n'ai pas de collègues. »

Quant au mariage du prince royal, il n'a pas été livré, tout fait, au successeur de M. Thiers. Ici, nous devons nous contenter d'une affirmation formelle; de hautes convenances nous interdisent plus de détails.

Nous n'avons point parlé de Versailles, comme d'une œuvre ministérielle. L'œuvre du ministère de conciliation, c'étaient ces épanchements du roi et de la population, rendus l'un à l'autre, et se retrouvant avec bonheur dans ces solennités.

L'amnistie! c'est là le grand mot. Le *Constitutionnel* avoue que M. Thiers l'a combattue en 1834, avant le crime de Fieschi. L'aveu est imprudent. Qui sait si l'amnistie n'eût pas empêché ce crime? On rappelle que M. Thiers en faisait une condition au 15 avril 1837 pour former un ministère. Mais pourquoi n'en avait-il pas fait un acte, quand il était président du conseil en 1836, et quand il appelait, dans son ministère, pour garde-des-sceaux, le rapporteur favorable des pétitions pour l'amnistie? C'est bien commode de dire d'une mesure de cette importance: Je l'ai voulue, quand je n'étais plus ministre.

On a fait entrer M. Dufaure et M. Félix-Réal dans le conseil-d'état, sous le 22 février. C'est, en effet, le seul acte de ce ministère, et on l'a fait avec une timidité excessive. MM. Félix-Réal, Baude, Laurence, et d'autres encore, ont été pourvus, depuis le 15 avril, et sans hésitation, de hauts emplois dans l'administration, ou de sièges au conseil.

L'ordonnance sur St-Germain-l'Auxerrois n'a pas été léguée toute faite par M. Sauzet, comme dit le *Constitutionnel*. Au reste, c'est un singulier moyen de s'attribuer les œuvres de ses successeurs, que de se dire: J'en avais la pensée au moment de ma retraite.

L'ouest de l'Algérie a été livré à la guerre, et à une guerre pénible, avant le 15 avril. Pourquoi s'en vanter? La paix n'est-elle pas préférable?

L'expédition de Tunis n'a eu lieu que sous le ministère actuel, puisque le besoin ne s'en était pas fait sentir auparavant; mais le traité d'Unkiar-Skelessi a été signé quand M. Thiers était ministre.

Au reproche que nous adressons à M. Thiers d'avoir usé la Chambre de 1834 par des crises ministérielles, sans cesse renaissantes, on répond: Nous verrons dans quel état M. Molé laissera la chambre actuelle à l'expiration de ses pouvoirs. Soit, nous verrons, mais ce n'est pas là une réponse.

La première expédition de Constantine a échoué sous le ministère du 6 septembre, nous dit-on, et non pas sous celui du 22 fé-

épouse la gentille Péline, et le goguenard directeur de postes qui jouait des tours à Pinchon, lui faisait porter des pavés et courtoisait sa femme, se retire avec trois pieds de nez.

Ce vaudeville n'est pas plus mauvais qu'un autre, quoiqu'il ait été plus sifflé qu'un autre; Vernet représente très bien Pinchon; Mlle Jenny Vertpré est toujours la même, petite personne, aigrelette, sautillante et pincée, que l'on admirait il y a quelque vingt ans. Elle n'a point changé, à ce que disent les anciens du feuilleton, qui ont pu la voir dans ses beaux jours.

Le soir même de la représentation de ce vaudeville, nous avons inséré dans la *Presse* une petite note relative à la scène étrange de la loge envahie par les claqueurs, pour crime de siffler. M. Dumanoir, dont on a admis la réclamation par esprit d'impartialité, prétend que les claqueurs ne se sont point mêlés à cette affaire; quels sont donc alors les gens qui insultaient les personnes qui avaient sifflé dans la loge n° 80? Nous ne supposons pas que les spectateurs aient été si vivement enthousiasmés par le vaudeville de Mme Pinchon, qu'ils aient senti le besoin de mettre en pièces ceux qui ne trouvaient pas la pièce de leur goût. M. Dumanoir affirme que les sergents de ville sont venus tout seuls; la chose est possible; mais toujours est-il que M. Dumanoir, avec ou sans sergents de ville, est intervenu, et nous ne reconnaissons pas aux directeurs de théâtre le droit d'imposer leurs pièces de cette façon: il y a bien assez des claqueurs.

VAUDEVILLE.

La Fille Majeure, par MM. Varin et Laurencin.

Athénaïs, comme le héros de la fable, après avoir dédaigné le gougou et le fretin, se trouverait très heureuse de souper d'une grenouille ou d'un vermisseau. En d'autres termes, Athénaïs a tant refusé de partis qu'elle est devenue fille majeure; fille majeure! terrible mot. On la trouve vieille, on ne veut plus d'elle; les époux s'enfuient; pas le moindre petit mari; mais vieille fille fait jeune femme. Athénaïs sera donc femme en apparence, du moins, en attendant mieux; elle prend pour mari fictif un sien oncle; l'oncle Boisjolin se prête à ce manège: le couple part aux eaux. La fausse Mme Boisjolin, de coquette, de faire l'œil et de provoquer les amoureux: elle en allume deux, l'un jeune, l'autre d'un âge raisonnable; quand ils sont échauffés à un point convenable, elle déclare la vérité au jeune Octave qui ne refuse pas de l'épouser, bien qu'elle soit majeure et demoiselle. Mais Octave est aimé éperdument d'une jeune personne, et la fausse Mme Boisjolin qui ne désire après tout qu'un mari, ne voulant pas briser le cœur de l'amante délaissée, épouse M. Verdet, l'homme mûr, et retourne triomphalement à Verdun femme et non plus fille majeure.

Mlle Brohan a été étonnante d'esprit dans le rôle difficile d'Athénaïs. C'est une des plus fines et des plus mordantes actrices que nous ayons. Il est dommage qu'elle nous donne si rarement l'occasion de l'applaudir.

PALAIS-ROYAL.

La Petite Maison, par MM. Ancelot et Paul Duport.

M. Faverolles a une petite maison; qui n'avait pas sa petite maison au temps de la régence? Dans cette petite maison il donne rendez-vous à une certaine Suzette, future du tapissier Gloussard. Il est bon de vous prévenir que le marquis est marié et n'a jamais vu sa femme, chose extrêmement naturelle; de plus, il possède un ami vertueux, un sage, un Caton.

Ceci posé, admettez que Zélie, la femme du marquis, accompagnée d'une vieille parente, la marquise de Maillecourt, se rende à la petite maison dans l'intention pieuse de remplacer Suzette et de rendre légitimes les caresses du marquis. Admettez aussi que l'ami vertueux ait fait aller le marquis de Faverolles à Versailles, sous prétexte d'une communication diplomatique, et qu'il le remplace à la petite maison dans l'intention non moins pieuse de catéchiser Suzette et de la ramener à la raison; pour peu que vous soyez habitué aux combinaisons scéniques, vous comprendrez facilement tout ce qui va suivre.

L'ami vertueux manque de stoïcisme; le sermon se tourne en déclaration; et Zélie, croyant avoir affaire à son légitime époux, n'oppose pas une résistance bien hyrcanienne. A la fin, tout s'éclaircit, ou plutôt tout s'obscurcit, de si belle façon, que le marquis de Faverolles demeure un mari au moins équivoque: l'innocence de Suzette est constatée; Gloussard l'épouse. Qu'ils soient heureux et n'aient pas d'enfants!

OPÉRA.

Guido et Ginevra continuent à faire salle comble à l'Opéra; Mlle Nau a remplacé Mme Stoltz dans le rôle de Ricciarda; Mlle Nau a sur Mme Stoltz l'avantage d'une grande jeunesse et d'une charmante figure, de plus elle chante avec une sûreté et une méthode parfaites; il serait à désirer que l'on écrivit spécialement pour sa voix qui est pure, bien timbrée et d'une belle qualité; c'est avec Mme Dorus, la seule chanteuse qu'il y ait maintenant à l'Opéra; le public l'accueille avec une faveur de plus en plus marquée; et il ne lui faudrait qu'un rôle dans ses moyens pour se placer en définitive au premier rang. Mlle Nau a toujours montré beaucoup de distinction, de finesse, de tenue et d'intelligence, et ne peut manquer de réussir dans une création de son chef. On parle beaucoup d'un pas arrangé et orchestré pour Mlle Natalie Fitzjames, par un jeune compositeur de grand talent, sur l'air de la *Jota aragonese*; dans ce pas, qui sera, dit-on, dans le 19, Mlle Natalie trouvera l'occasion de déployer toutes ses brillantes qualités: force, souplesse, légèreté, volupté décente. Nous ne parlons pas de sa jolie figure qui est cependant une bien grande qualité. — La *Jota aragonese* doit rivaliser dignement avec la cachucha; en attendant, Mlle Natalie Fitzjames se fait applaudir avec sa sœur dans le pas de cinq du divertissement de *Guido*.

CONCERTS. — NOUVEAUX PIANOS.

La matinée musicale qui a eu lieu dimanche dernier dans les salons de M. Fournier, marchand de pianos, rue Choiseul, a vivement piqué la curiosité publique. Entre autres artistes remarquables, nous avons entendu M. Döhler, ce jeune pianiste du duc de Lucques, encore inconnu à Paris il y a deux mois, et aujourd'hui placé à juste titre au milieu des illustrations de premier ordre. La manière de M. Döhler tient de toutes les écoles, son talent est complet; il possède la grâce de Thalberg, la fougue de Liszt et la coquetterie de Chopin. Son inspiration est brûlante, son jeu sait prendre toutes les formes et, sous ses doigts, la phrase musicale se nuance de couleurs splendides et variées. Il joint à cela un mécanisme merveilleux.

Le piano dont s'est servi M. Döhler sort des ateliers de MM. Boisselot père et fils, de Marseille. Cet instrument, de nouvelle invention, est d'un aspect tout gracieux. Quoique sa forme soit celle des pianos à queue ordinaires, il a cependant sur ceux-ci cet avantage immense qu'étant plus court de dix-huit ou vingt pouces, il peut se placer beaucoup plus facilement dans les appartements. Le piano de MM. Boisselot, quoiqu'il ait beaucoup de force et de rondeur de son, n'est cependant qu'à deux cordes. Le toucher en est doux et facile et se prête admirablement à toutes les nuances de l'exécution la plus délicate.

Nous félicitons vivement MM. Boisselot de nous avoir fait connaître ces pianos, qui déjà, depuis trois ans, leur ont valu entr'autres récompenses le titre de Facteurs du Roi, deux médailles obtenues à diverses expositions, et enfin un rapport de l'Institut, longuement motivé et signé des sommités musicales de notre époque. Certes, c'est là un beau résultat et une preuve irrécusable de la bonté des instruments de ces habiles facteurs.

Puisque nous en sommes sur les pianos et sur leur perfectionnement, disons qu'à force de soins et de persévérance, un professeur qui demeure rue de Navarin, n° 2, a trouvé le moyen de montrer à toucher très agréablement des quadrilles et des contredanses, en 52 leçons; c'est un miracle peu croyable, et qui est cependant très vrai. De ceci, au concert de Mme Jupin, la transition est facile.

— Jeudi prochain 12 courant à 8 heures du soir, doit avoir lieu dans les salons de M. Pape, ce concert fait pour éveiller l'attention des dilettantes. Le talent bien connu de la bénéficiaire, Mme Jupin, l'une des élèves les plus distinguées de Kalkbrenner, suffirait pour attirer la foule; mais afin que la fête soit complète, on entendra dans cette soirée l'élite des chanteurs de l'Opéra-Comique, à qui M. Crosnier a bien voulu donner un laissez-passer pour cette fois seulement. Voici qui est alléchant, on promet un grand air chanté par Mlle Jenny-Colon et mille autres merveilles. — A jeudi.

THÉOPHILE GAUTIER.

vrier. C'est un jeu de mots. L'expédition a eu lieu presque à l'avènement du cabinet du 6 septembre, et l'on se rappelle qu'il obtint des chambres un bill d'indemnité sur les mauvais succès de l'expédition, justement parce qu'il prouva que tous les préparatifs, tous les ordres, toutes les instructions émanaient du cabinet du 22 février, qui avait fixé jusqu'à la date de l'expédition. La chambre en renvoya le reproche aux auteurs des préparatifs. Nous n'avons donc dit qu'une chose juste et notoire.

Sur les travaux publics, on ne nous conteste rien. Nous invitons le *Constitutionnel* à lire la discussion qui a eu lieu en 1836 au sujet de l'hôtel du quai d'Orsay : nous le renvoyons surtout aux discours de M. Jaubert.

On nous défend de parler de la question d'intervention pour l'honneur du ministère ! Nous en parlerons pour l'honneur de la chambre ! Nous pouvons parler d'une question tranchée par une majorité de 80 voix, malgré les éloquentes harangues et les efforts inouïs de M. Thiers. Pourquoi ne pas s'honorer d'une victoire remportée sur un tel adversaire ? Il a des amis bien modestes.

Oui, M. Thiers soutenait Isturitz et croyait à son succès, à son avenir, à l'heure même où arrivait à Paris la dépêche annonçant l'insurrection de la Granja ; ses prévisions, ses assertions furent cruellement démenties.

Deux fois une demande de 1,500,000 pour dépenses secrètes, demandée par M. d'Argout, a été réduite à 1,200,000 ; et M. Thiers, collègue de M. d'Argout, n'a pas pensé qu'on dût en faire une question de cabinet, comme en 1838. Le ministère dont il faisait partie, a supporté ce double échec, sans réclamation.

Quant aux lois sur les attributions municipales, sur les attributions départementales, sur les aliénés, sur les tribunaux de première instance, sur les mines, sur les faillites, le *Bulletin des lois* est là pour en fixer la date, de manière à éviter une contestation sérieuse ; à chacun ses œuvres. Nous n'envisons pas toutes celles du 11 octobre.

Le *Constitutionnel* a essayé de répondre, à chaque paragraphe de notre numéro de samedi, et on le voit, il n'a répondu à rien.

Toutes nos observations subsistent. Il y a même dans ses réponses des omissions plus significatives encore. Il n'a rien dit des affaires d'Haïti, dont il cède l'honneur au cabinet actuel ; ni de la dissolution ; ni de la censure exercée contre les imprudences d'un prêtre ; ni surtout de l'unité du conseil, garantie constitutionnelle, dont la France n'a eu le bénéfice qu'au 13 mars 1831 et au 15 avril 1837. Il n'a pas nié les révolutions trimestrielles auxquelles ont été soumis les cabinets dont M. Thiers faisait partie.

C'est nous qui, paragraphe par paragraphe, ligne par ligne, avons répondu à toutes les assertions du *Constitutionnel*. Il n'en reste pas une debout. Nos 24 articles sont intacts.

Arrêtons-nous. Verra-t-on de l'animosité dans ces explications de fait, si claires, si simples, si décisives ? Les amis de M. Thiers se plaignent qu'on l'attaque ; les amis du cabinet actuel ne font que défendre ce qui est attaqué par M. Thiers, ou, puisque vous le voulez, au nom de M. Thiers. Rétablissez donc la censure, ou laissez-nous répondre. On voit partout des ennemis de M. Thiers ! Eh ! mon Dieu, non ! Il ne s'agit pas d'un homme ! M. Thiers n'a pas d'autre ennemi que lui-même. Nous aurions soutenu M. Thiers, ministre conservateur, si notre journal eût existé en 1834, en 1835. Aujourd'hui, nous combattrions M. Thiers, écrivain de l'Opposition. Le public croit qu'il a commis ou qu'il va commettre cette faute. Et voilà ce qui fait tort à M. Thiers.

On s'explique mal qu'un ex-président du conseil, un homme qui a possédé les secrets de l'état, puisse reprendre le plume de journaliste, et de journaliste opposant ! On ne concevrait pas que M. Thiers insultât, ou fit insulter (comme fait le *Constitutionnel* depuis un mois), à d'anciens collègues, ou à des hommes d'état dont il avait brigué l'alliance ! M. Thiers, blessé d'un discours prononcé par M. Guizot, en 1836, contre le cabinet dont il était président, rappelait à cet honorable député, les devoirs d'un ministre dans la retraite, et lui proposait l'exemple de lord Grey, et du duc de Richelieu, se retranchant dans un silence, plus noble que la plus belle éloquence. M. Thiers ne perdra sans doute pas le souvenir des leçons qu'il donnait à son ancien collègue. Peut-être nous autres, journalistes, nous aurions à nous plaindre de M. Thiers, parce que nous avons à regretter qu'il n'ait pas mieux servi la cause du journalisme. Nous étions fiers de son avènement au pouvoir ! Il nous semblait que sa haute fortune jetait de l'éclat sur toute la presse. « Il va, disions-nous, réconcilier le pouvoir avec les journaux, en prouvant que des hommes d'ordre, des hommes d'état, peuvent sortir de nos rangs ! Cela dissuadera bien des préventions ! cela disciplinera la presse, en créant une généreuse émulation !... Le journalisme s'honorera d'autant plus qu'on l'aura honoré ! » Ce devait être là le fruit, pour nous autres, de l'élévation de M. Thiers. Notre attente a été trompée : on monte, et on donne un coup de pied à l'échelle ; mais on oublie qu'il faudra descendre ; et comme on a culbuté l'échelle, on tombe. Nous disons cela à M. Thiers, sans aigreur ; mais il a manqué un beau rôle, dans l'intérêt de la liberté de la presse, et dans l'intérêt du pouvoir lui-même. C'était une réconciliation qu'il était maître d'opérer. Que M. Thiers réfléchisse bien à la portée de cette observation : on ne gagne jamais rien à démentir son origine.

Que cet éloquent député garde l'attitude qui convient à un homme un moment placé dans le plus haut poste de l'état, à un homme alors honoré de la confiance du roi, et qui eut aussi dans des moments difficiles la faveur du pays ! Qu'il se méfie des soudainetés de son caractère, des entraînements de son imagination ; qu'il se nourrisse des souvenirs de 1832 à 1835 ; qu'il prenne garde à ses amis ; qu'il respecte la robe consulaire dont il est encore revêtu ; à ce prix, il dissipera les ombres éveillées autour de lui.

Ceux qu'il appelle ses ennemis lui donnent de bons conseils, parce qu'ils ne verraient pas sans douleur une haute intelligence se sacrifier, à qui ? à quoi ? aux hommes qui l'ont outragé durant sept années ? aux idées qu'il a combattues depuis 1830 !

Il en temps encore, il peut s'arrêter devant les pièges qu'on lui tend. M. Thiers a dans son passé des titres à un avenir. Qu'il ne joue pas cet avenir possible et ce passé honorable contre un présent sans fruit, sans gloire, sans utilité pour lui et pour le pays.

Un journal, qui se pique pourtant de principes austères, donne aujourd'hui l'exemple d'un scandale qui est neuf dans la presse, même après ses scandales de tous les jours. Il s'attache à supposer des motifs infâmes à un legs fait par un mourant, chose qui s'était vue rarement jusqu'ici, par le respect traditionnel et inviolable que tous les peuples civilisés professent pour les volontés suprêmes des hommes.

Voilà donc la presse qui n'a pas assez de l'outrage aux vivants, et qui se met à outrager les morts. On devra compte aux journaux désormais, non pas seulement de ses opinions, mais encore de ses affections ou de ses préférences. Il faudra les consulter avant de faire son testament, et les mourans devront envoyer chercher à la fois un prêtre, un notaire et un journaliste.

Nous ne savons pas ce qu'a été M. Michel, de son vivant, et nous ne nous reconnaissons pas mission pour nous en enquérir. Nous savons

seulement qu'il est mort, en laissant un testament en forme, et nous ne comprendrons jamais que qui que ce soit ait le droit de scruter les motifs qui en ont dicté les clauses. Un testament ne tombe pas sous les interprétations ; on le tombe que sous la loi. Si l'on admet que le testament de M. Michel puisse être discuté dans ses motifs intimes et dans ses intentions secrètes, il n'y a plus un seul testament au monde qui échappe aux suppositions et aux injures. Nous ne savons pas ce que la société gagnera à cette guerre faite aux morts.

Les deux honorables et éminents magistrats que le journal en question outrage pour un legs qui leur est survenu, auront le bon esprit de ne point s'étonner de cette insulte. Là où ceux qui ne sont plus ne trouvent pas de respect, comment les vivans en espéreraient-ils eux-mêmes ? Du reste, le journal qui accuse deux magistrats d'avoir mérité le legs de M. Michel dans les nombreux procès qu'il a soutenus, est de cette école qui a long-temps imputé à l'avidité des prêtres les legs faits par les mourans aux églises et aux fondations pieuses. Il y a des gens ainsi faits, que toute idée noble et désintéressée leur paraît intelligible. Il ne faut pas s'irriter contre eux, il faut les plaindre.

Nouvelles étrangères.

GRANDE-BRETAGNE. — Londres, 6 avril. — La chambre a ordonné aujourd'hui sur la motion de M. Blackstone, que M. Poulter, signataire d'une lettre offensive pour un de ses membres, et M. Martin Smith Mescalf, éditeur du *Morning Chronicle*, qui a inséré la lettre, seront tenus de paraître le 19 à la barre, pour répondre de cette publication.

Le relevé du revenu trimestriel publié hier soir, accuse dans les recettes de l'année un déficit de 2,352,364 liv. sterl. ; dans celles du trimestre, de 492,420 liv. sterl. Le décroissement est surtout sensible dans les douanes et l'accise.

On dit que c'est le fils du grand-duc Michel, frère de l'empereur Nicolas, qui représentera la Russie au couronnement de la reine. Des appartemens sont déjà arrêtés dans les principaux hôtels de Londres.

CANADA. — On vient enfin de recevoir des nouvelles du Canada dont on manquait depuis long-temps. Elles sont très contradictoires et peu favorables en général aux patriotes, soit que les choses soient ainsi, soit plutôt parce qu'elles ont passé par le tamis de la presse anglaise qui a intérêt à les dénaturer. Suivant leur version, la désunion se serait introduite déjà parmi les insurgés qui, traqués de toutes parts, seraient réduits à l'impuissance. L'installation de lord Colborne a eu lieu le 27 février à Montréal ; aucun trouble n'a éclaté à cette occasion ; 41 détenus ont été mis en liberté. Cependant on n'est pas sans craintes fondées sur l'avenir de l'insurrection. La cause des Canadiens excite à un haut point les sympathies des Américains qui ont déjà fait des tentatives d'invasion sur trois points différens ; mais elles sont restées infructueuses. En général, l'enthousiasme patriotique des Canadiens s'exalte bien plus par des paroles que par des actes ; et l'on croit que ce soulèvement ne sera qu'un long feu de paille, qui n'aura en définitif pour résultat que celui d'avoir porté un coup fatal au commerce du pays dont les négocians sont déjà très endettés, et d'interrompre pour long-temps les relations de confiance qu'ils cultivaient avec la métropole.

ETATS-UNIS. — Les bâtimens qui ont apporté des nouvelles du Canada en ont également apporté des Etats-Unis. Dans la séance de la chambre des représentans du 6 mars, M. Cambreling, rapporteur du comité des voies et moyens, a dit : « Il existe aux Etats-Unis 800 banques émettant différentes espèces de papier, 26 systèmes divers de banque et une augmentation rapide de bank notes en circulation. » Le rapporteur termine en recommandant de maintenir l'indépendance du système du trésor et d'empêcher qu'il ait aucune espèce de connexion avec les banques.

Washington, 6 mars. — Depuis quelques semaines, un bill relatif aux relations de neutralité des Etats-Unis est en discussion au congrès. Il a été rejeté par le sénat, et un nouveau bill sur le même objet lui a été envoyé par la chambre des représentans. Ce bill, adopté à une grande majorité, donne plus de latitude au gouvernement, et le revêt d'une autorité plus grande pour veiller au maintien de la neutralité ; mais tous les partis sont d'accord pour ne faire de ce bill qu'une loi transitoire. Comme telle, on pourra en prolonger la durée, si elle ne donne pas lieu à de graves inconvéniens ; dans le cas contraire, elle sera révoquée. La loi n'est portée que pour la durée de deux ans, malgré les efforts de quelques membres pour la rendre obligatoire pour quatre ans.

ESPAGNE. — Le fort de Vera est tombé le 4 au pouvoir du général O'Donnell. Les carlistes, profitant de la communication qui était restée ouverte avec la montagne de Lascua, ont évacué la caserne à dix heures du matin, et les troupes de la reine y sont entrées. On y a trouvé une pièce de huit qui était démontée. Le fort de Vera doit être brûlé, et après cette opération, le général O'Donnell rentrera à Irun avec ses troupes.

Nouvelles diverses.

Le roi a reçu aujourd'hui, en audience particulière, M. Germeau, préfet de la Haute-Vienne, et MM. le général Bugeaud, Saint-Marc-Girardin, Dulimbert, Edmond Blanc, et Charreyron, députés. Dans cette audience, S. M. a bien voulu agréer le projet d'érection d'un monument que le département de la Haute-Vienne et la ville de Limoges ont résolu d'élever à la mémoire et en l'honneur du maréchal Jourdan. S. M. a rappelé qu'elle avait déjà donné un témoignage de son affectueux souvenir pour la mémoire de l'illustre maréchal, en faisant placer sa statue dans le musée de Versailles. Elle a annoncé de plus qu'elle prendrait un intérêt très vif à l'érection du nouveau monument.

Le *Moniteur* contient la loi qui accorde à la veuve du lieutenant-général Daumesnil, une pension de 5,000 francs à titre de récompense nationale.

Le *Moniteur* publie également des ordonnances du roi qui autorisent la caisse d'épargne de Condé-sur-Noireau, arrondissement de Vire (Calvados), et qui approuvent les modifications faites aux statuts des caisses d'épargne de Vire (Calvados), de Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) et de Versailles (Seine-et-Oise).

M. Siméon, lieutenant-colonel du 63^e, vient d'être nommé colonel du 51^e, en remplacement de M. Duvalier, passé au 24^e de ligne. M. Josse, lieutenant-colonel du 48^e, a été nommé colonel du 61^e de ligne, en remplacement de M. Mompert, mis en non activité. M. Lebon Desmottes, lieutenant-colonel du 2^e de cuirassiers, a été nommé colonel du 2^e régiment de cuirassiers, en remplacement de M. Bertaux, passé au commandement d'une légion de gendarmerie. M. de Bougainville a été nommé lieutenant-colonel au même corps, et M. Fulques d'Oraison au 10^e régiment de dragons.

Une lettre vient d'être adressée au président de la commission chargée d'examiner la proposition Passy par la chambre de commerce du Havre. Les développemens très étendus de ce document tendent à prouver que l'affranchissement des esclaves, que l'état de nos mœurs et de notre civilisation réclame impérieusement, ne serait pas sans danger, si on ne préparait d'avance les noirs à recevoir ce bienfait.

Le 28 mars ont eu lieu à Nice les obsèques de M. le général Valazé. Tous les honneurs militaires lui ont été rendus avec un empressement digne d'éloges par les autorités piémontaises et le consul de France.

L'Académie Royale de Médecine vient de perdre encore un de ses membres, M. le docteur Salmade, qui est mort hier matin à l'âge de 72 ans.

M. le président Séguier a annoncé son intention de faire profiter un établissement charitable du legs de M. Michel.

Le tribunal de première instance de la Seine entrera en vacances de Pâques depuis lundi prochain jusqu'au mardi suivant.

M. Brunel, ingénieur français, sous la direction duquel s'exécutent les immenses travaux du tunnel sous la Tamise, était à bord du grand *Occidental*, sur lequel un incendie s'est déclaré. M. Brunel a reçu dans cet accident une forte contusion qui ne présente cependant aucun caractère grave. Il était attendu à Bristol le 3 avril. Pendant l'incendie, il

n'a cessé de donner tous ses soins pour éteindre les flammes ; c'est en s'exposant de la sorte qu'il a fait une chute de 40 pieds.

On a fort peu vu l'envoyé d'Abd-el-Kader, depuis qu'il est à Paris ; il vit très retiré et s'occupe des détails de son installation ; on le dit du reste très familiarisé avec notre langue et nos usages, mais fort peu satisfait de notre cuisine ; car l'ambassadeur arabe a fait demander une cuisinière juive ; celle-ci n'ayant pu lui accorder le secours de son art, on assure que Mouloud-ben-Aratch s'est condamné à un jeûne très rigoureux.

On a arrêté l'avant-dernière nuit trois des nombreux industriels, qui depuis quelque temps infestaient le voisinage du Panthéon, enlevant les robinets de cuivre servant à amener le gaz dans les boutiques.

Le débarcadère du chemin de fer de Paris à Versailles (rive droite), va être établi au milieu de Versailles, près l'église Notre-Dame ; en conséquence l'administration vient d'autoriser la compagnie à démolir une partie de l'Hospice civil.

Hier matin, une course de deux poneys a eu lieu aux Champs-Élysées ; la carrière à parcourir était de plus d'une lieue, de l'Obélisque à l'arc de triomphe et retour. Ces deux petits chevaux n'ont pas mis huit minutes pour parcourir cet espace ; le vainqueur est un cheval limousin appartenant à M. de Rogère ; son concurrent est de race anglaise.

Les habitants de Roquevaire, dont l'église paroissiale avait été frappée d'interdit par l'évêque de Marseille, n'ont pu entendre la messe de huit jours. Une action d'une nature scandaleuse commise derrière le maître-autel avait déterminé l'indignation de l'évêque. Ce n'est qu'après de grandes cérémonies, qui rappelaient toute la poésie et la terreur religieuse du moyen-âge, que cette église a été rendue au culte.

Le 7 avril, anniversaire de la naissance de Fourier, ses disciples ont donné un grand banquet, auquel ont assisté plus de 120 personnes.

M. Paganini avait assigné hier en référé MM. Fumagalli et Petitville, directeur du Casino-Paganini ; et prétendant que ces derniers étaient en fuite depuis trois semaines, il demandait la nomination d'un directeur provisoire.

M. le président, en renvoyant à se pourvoir au principal, a ajouté : « Il faut dissoudre au plus tôt cette mauvaise société. »

Un nouveau steeple-chase est engagé pour mardi prochain 10. Quoique deux chevaux seulement soient inscrits, ce steeple-chase sera un des plus curieux qui se puisse voir.

M. Makensie-Griever, qui a gagné le dernier steeple-chase, en montant *Malto*, appartenant au prince de la Moskova ; montera *Heeb*, appartenant au comte Walesky, contre *Tarragon*, à M. le comte Morny ; le terrain est le même que celui du dernier steeple-chase. Le rendez-vous au Bœuf-Couronné, près la Croix-de-Beruy.

Le comte Walesky parie 300 louis contre M. de Morny 250.

On a trouvé près de Cordes (Tarn) le cadavre d'un homme ; la tête était entièrement séparée du corps.

Les livrées des nombreux domestiques du gouverneur-général du Canada sont d'une magnificence extraordinaire et d'un goût exquis ; elles coûtent 70 liv. ster. chaque (1,750 fr.)

Samedi dernier, le théâtre du Panthéon a vu couronner d'un beau succès *César Biroteau*, roman de M. de Balzac, arrangé pour la scène, par M. Cormon.

Nous recevons la lettre suivante :

Monsieur le Rédacteur,

Dans le compte rendu de la séance de la chambre des pairs d'hier, vous me faites dire que le mot de révolution de 1830 est devenu suranné et presque ridicule, après quoi vous placez, avec raison (rueurs) ; mais j'ai dit simplement que le mot économie était devenu presque ridicule, ce qui est fort différent, et n'a excité aucune rumeur. Je vous serai obligé d'avoir la bonté de réparer, par l'insertion de ma lettre, cette erreur. Elle est d'autant plus excusable, que le *Moniteur* aussi me fait parler d'un esprit de défiance là où j'ai parlé d'un esprit d'indifférence, et altère, en bien d'autres points ce que j'ai dit, sans compter les phrases qu'il me prête qui n'ont aucun sens ; cela arrive, à ce qu'il paraît, à ceux qui ne prennent pas la peine de corriger les feuilles sorties des mains des sténographes. Il y a beaucoup à faire, comme vous l'avez dit, pour assurer une publicité légale et exacte aux débats des chambres.

Agréez, etc.,

LE BARON PELET (de la Lozère).

Paris, 8 avril 1838.

En annonçant, chez l'éditeur Ambroise Dupont, la mise en vente des *Souvenirs intimes du temps de l'Empire*, par M. Emile Marco de St-Hilaire, c'est prédire à ce livre un succès qu'il ne peut manquer d'obtenir dans la classe populaire comme dans la classe aristocratique. Les nombreux extraits de cet ouvrage publiés, sous le même titre, dans le feuilleton du journal le *Sicile*, avec le pseudonyme d'un *Page de la cour impériale* que l'auteur avait cru devoir emprunter, ont assez fait connaître le talent de M. de Saint-Hilaire. Le public, nous ne saurions en douter, voudra connaître le complément de ces curieuses et piquantes révélations dont il n'avait eu jusqu'à ce jour qu'un avant-goût.

MM. Didot, frères, viennent de publier un abrégé bien fait du *Guide pittoresque du voyageur en France* ; il est intitulé : *Guide portatif et complet du voyageur en France*. Cette réduction, en un volume in-12, est ornée d'une belle carte routière et de vingt gravures en taille douce ; rédigée par les auteurs de l'ouvrage original, elle contient l'indication des postes et la description des bourgs, villages, châteaux, etc., qui se trouvent à gauche et à droite de chaque route, et dans l'intérieur des localités. Ce joli volume, composé d'après un ouvrage qui contient une description excellente de la France, sera nécessaire à toutes les personnes qui voyagent.

M. Moreau-Christophe a mis à profit les quelques semaines de loisir qui lui ont été laissées entre son retour d'Angleterre et son départ pour la Hollande et la Belgique, en mettant la dernière main à son ouvrage sur la *Réforme des prisons en France*. Cet ouvrage, que nous annonçons aujourd'hui, vient de paraître à la librairie de Mme Huzard. Nous nous proposons d'en rendre très prochainement un compte détaillé, et digne, tout à la fois, de l'importance du sujet, du mérite de l'auteur, et de la sagesse du ministre qui, en rappelant M. Moreau-Christophe dans l'administration des prisons, n'a fait qu'ajouter un nouveau service à ceux dont la réforme pénitentiaire lui est déjà redevable.

Un nouvel ouvrage sous le titre de *L'Espion russe ou la Société parisienne*, par l'auteur des *Mémoires de Louis XVIII*, est en vente chez l'éditeur Lachapelle.

Le *Joli Journal des Pianistes*, dirigé par Savari, rue Saint-Marc, 22, donne un morceau doigté facile au fort au choix, par mois. L'année 1837 contient 52 fr. de musique. Un an 10 fr., six mois 6 fr. Départemens 12 fr. et 7 fr. (franco avec mandat). Idem pianos et musique.

LA SOCIÉTÉ POUR LA FABRICATION DE L'ACIER DE FUSION ET DE LA FONTE MAILLABLE, voulant que tous ses souscripteurs puissent acquiescer la plus entière conviction de la perfection des procédés qu'elle se propose d'employer ; voulant aussi rendre impossible même les ATTAQUES INTÉRESSÉES, déclare que, bien que le nombre des souscriptions dépasse de beaucoup le montant de son capital, elle ne veut faire usage d'aucun engagement, et par conséquent n'émettre aucune action avant qu'une nouvelle expérience démonstrative n'ait été faite. Cette expérience va être immédiatement préparée, et le jour où tout sera disposé sera ultérieurement fixé. Cette fois, les épreuves auront lieu en présence d'une réunion composée d'hommes dont les connaissances spéciales seront une garantie pour le public. — La société, par cette démarche loyale, entend montrer, d'une part, à quel point elle est sûre de ses procédés, et, d'autre part, combien il serait loin de sa pensée d'entraîner les capitaux confians dans une opération hasardeuse.

Après l'expérience, chaque souscripteur sera libre de retirer sa demande dans les vingt-quatre heures. — Tous les souscripteurs seront invités personnellement à assister à cette expérience. — Conformément à l'annonce qui en avait été faite, la souscription a été close chez M. AUDRA, agent de change de la société, le samedi 7 avril, à neuf heures du soir. Aucune demande ne sera plus admise.

En vente chez **AMBROISE DUPONT**, éditeur des **MÉMOIRES DU DIABLE**, par **FRÉDÉRIC SOULIÉ**, 7, rue Vivienne.

SOUVENIRS INTIMES DU TEMPS DE L'EMPIRE

2 VOL. IN-8. - 15 FR.

Par **EMILE MARCO DE SAINT-HILAIRE**,

Auteur des **MÉMOIRES D'UN PAGE DE LA COUR IMPÉRIALE**, etc.

2 VOL. IN-8. - 15 FR.

Toutes les actions de l'**ASPHALTE GUIBERT** ayant été soumissionnées dans les bureaux de la Société générale pour favoriser l'industrie, rue des Fossés-Montmartre, 3, et au siège de la société, passage Saulnier, 12, la souscription a été fermée. Les titres provisoires ont été délivrés hier et continueront de l'être aujourd'hui, conformément aux lettres d'avis, rue des Fossés-Montmartre, 3, à la Société générale.

NOUVEAU GUIDE DU VOYAGEUR EN FRANCE

ORNÉ DE 20 GRAVURES ET D'UNE BELLE CARTE ROUTIÈRE.

1 vol. in-12. — Prix : 7 fr. 50 c.

Ce Guide, où se trouvent décrits avec étendue tous les lieux remarquables de la France, ne doit pas être confondu avec les Guides de France publiés précédemment; c'est un ouvrage entièrement neuf, dont il suffira de comparer les articles avec ceux des autres Guides, pour juger de la conscience qui a présidé à la rédaction de ce nouveau livre. — Chez **FRANÇOIS DIDOT FRÈRES**, rue Jacob, et les principaux libraires.

En vente chez **CHARLES LACHAPÈRE**, éditeur, r. St-Jacques, 75, à Paris.

L'ESPION RUSSE,

ou LA SOCIÉTÉ PARISIENNE.

Par la comtesse O. D., auteur des *Mémoires de Louis XVIII*, *Souvenirs d'une Femme de qualité*, etc. — 2 vol. in-8. — 15 fr.

A. GUYOT et SCAISS, à Paris. Dictionnaire Universel de 37, rue Neuve-des-Petits-Champs.

GÉOGRAPHIE

PHYSIQUE, HISTORIQUE, COMMERCIALE ET POLITIQUE, Résumé encyclopédique de tout ce qui a été publié le plus récemment sur la Géographie, les Voyages, l'Histoire, la Géologie, l'Histoire naturelle, les Mœurs des peuples, leur Religion, leurs Coutumes, leurs Institutions, leurs Rapports mutuels, la Politique, les Arts, l'Agriculture, l'Industrie, le Commerce, etc.

PAR **MAC CARTHY**.

2 volumes de 1,500 pages (15 volumes ordinaires), 20 fr. Indispensable aux étudiants, aux Gens du monde et de Cabinet, aux Commerçants, aux Voyageurs, etc.



PAQUEBOTS A VAPEUR

Entre le Havre, Hambourg et Rotterdam.

Les départs, pour avril, auront lieu, pour HAMBOURG, comme suit : les 4, 14 et 21. Les prix sont de 120 fr. pour les 1res. de 130 fr. pour les 2mes. S'adresser : au Havre, à M. Phil. ALBRECHT, directeur; à Paris, à M. T. ALBRECHT, rue Saint-Honoré, 383, de 9 à 4 heures.

AVIS. Les intéressés dans la Société des paquebots à vapeur entre le Havre et Hambourg, sont prévenus qu'il y aura une assemblée générale extraordinaire, le samedi 5 mai, au domicile de M. FOUËL, notaire à Paris, rue Neuve-St-Marc-Foye, 24.

SEIGNEURIE DEUTSCH BRODERSDORF.

La vente de la belle et riche seigneurie DEUTSCH BRODERSDORF, près de Vienne, avec ses dépendances consistant en Château, Parc anglais, Bâtimens d'économie, métairie, distillerie, terres labourables. Prés et Forêts, Dîmes et Droits seigneuriaux, Chasse, etc., évaluée juridiquement à UN MILLION 225,000 FLORINS, VALUEUR DE VIENNE.

L'Hôtel de la Landstrasse, n. 381, à Vienne, avec grand jardin, d'une valeur de Florins 125,000, v. de v.

Aura lieu irrévocablement le 5 mai 1838 à Vienne publiquement et sous la surveillance des autorités impériales et royales.

La Maison soussignée, chargée de la distribution du programme de cette vente, fournira également les vues pittoresques du domaine, du Château et de l'Hôtel à Vienne, et généralement ce qui a trait à ladite vente. 20 francs de faveur seront accordés en traitant pour certaines quantités. — S'adresser, sans franchise, à

J. N. TRIER et Comp., Banquiers et Receveurs-général à Francfort S/M.

PERFECTION. A LA SYLPHIDE. PRIX MODÉRÉ.

Seul établissement dans la capitale spécialement consacré aux **COLS-CRAVATES** en tous genres. Rue Grange-Batelière, 1, près du bureau de location des loges de l'Opéra.

SIROP DE LAIT D'ANESSE DE MICARD.

PECTORAL PAR EXCELLENCE pour guérir la toux, les rhumes, les catarrhes et toutes les maladies de poitrine. Aux pharmacies MICARD, rue St-Lazare, 80; et PALLAT, r. St-Honoré, 381; DEBLANC, r. du Temple, 139; VILLETTE, r. de Seine-St-Germain, 67; LÉOUILLET, r. de Bourgogne, 11; FONTAINE, pl. des Petits-Pères, 9. Prix, 3 fr.

LES PYRAMIDES, N. 2, - HONORÉ, 235. AU COIN DE LA RUE DES PYRAMIDES.

Eaux naturelles de **VICHY**. Pastilles digestives de **VICHY**. 1 fr. la bouteille. 2 fr. la boîte.



ANCIENNE MAISON DE LA PETITE JEANNETTE,

115, rue Richelieu, & 5, boulevard des Italiens.

AUJOURD'HUI, OUVERTURE DES GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS.

CAISSE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE VALENCIENNES.

AVIS.

Le Directeur-Gérant a l'honneur de donner avis que sur les 2,500 Actions de la Société en émission, 1,100 Actions étant placées,

600 ACTIONS ÉTANT RÉSERVÉES POUR LES SOUSCRIPTIONS DE LILLE ET BRUXELLES,

800 Actions seulement seront émises à Paris,

Chez MM. L. ISOT, agent de change, rue de Ménars, 2; JOURNET, id., rue des Fourniers, 2; BOILLÉAU, id., rue Richelieu, 45;

MM. PESTY, agent de change, rue Grange-Batelière, 1; DECHOUX, id., rue Talbott, 11.

Le paiement du premier semestre exigible (art. 8 des statuts) devra être effectué chez M. JACQUES LAFFITTE et C^e, dont les reçus seront échangés contre des promesses d'actions nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

EN VENTE CHEZ **Mme HUZARD**, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DE L'ÉPERON, 7. — DE LA

RÉFORME DES PRISONS EN FRANCE

BASÉE SUR LA DOCTRINE

DU SYSTÈME PÉNAL ET LE PRINCIPE DE L'ISOLEMENT INDIVIDUEL;

Par M. L. MOREAU-CHRISTOPHE, inspecteur-général des prisons du royaume. — Un fort vol. in-8. Prix : 7 fr. 50 c.

A VENDRE, aux enchères et en détail, le **MATÉRIEL** et les **MARCHANDISES** composant l'actif de la maison **GAUTHIER FRÈRE et Comp.**, de Besançon.

Cet établissement, le plus complet et l'un des plus considérables de France, se compose de : 1° un atelier de gravure pour les poinçons; 2° une fonderie en caractères; 3° un atelier de composition; 4° un atelier de stéréotypie; 5° un atelier de construction; 6° vingt-cinq presses à bras, en fer; 7° quatre presses mécaniques; 8° un atelier de séchage et d'assemblage; 9° un atelier de reliure; 10° environ 1,500 rames de papier; 11° une librairie composée des meilleurs ouvrages de littérature ecclésiastique; 12° les clichés pesant environ 90,000 kilog., et les ouvrages composés de livres de fonds; 13° une machine à vapeur de la force de six chevaux; 14° un mobilier de commerce. Des inventaires détaillés de chacun des chapitres pour-

ront être consultés au dépôt de la maison **GAUTHIER FRÈRE et C^e**, rue Haute-fauche, 22, à Paris, et dans les bureaux de la liquidation, Grande-Rue, 86, à Besançon.

Cette vente aura lieu au siège de l'établissement, à Besançon, le 25 avril et jours suivants. Jusqu'à cette époque, le liquidateur de la Société **GAUTHIER FRÈRE et C^e** continuera les opérations de cette maison, et fournira, aux conditions ordinaires, les marchandises et ouvrages divers, qui lui seront demandés, soit par correspondance, soit par l'entremise de ses voyageurs.

Les actions délivrées par la Société **GAUTHIER FRÈRE et C^e** jusqu'au 1^{er} janvier 1838 seront remboursées en livres ou en argent, au choix des porteurs.

LAQUES DE SMYRNE.

Nouvelles laques de garance, l'une d'un jaune capucine, précieux pour les carnations et les glaces; les autres du rouge le plus pur et le plus foncé; les brunes remarquables par leurs tons chauds et vigoureux. Très solides et d'un prix proportionnellement inférieur à celui de toutes les autres laques de garance. Elles se trouvent broyées à l'huile chez Brullon, rue de l'Arbre-Sec, 46; Lefranc, rue du Four-Saint-Germain, 25; Nicols, rue des Beaux-Arts, 8; Fabrique de Mme Gobert, rue Blanche, 3.

Ancienne maison de LA PETITE JEANNETTE.

OUVERTURE, LE 9 AVRIL, DES NOUVEAUX MAGASINS, Rue Richelieu, 115, et boulevard des Italiens, 5.

POUDRETTE INODORE A 5 FR. LE SETIER,

Maison de la Vierge, route de Charenton (Banlieue de Paris). Sept setiers de cet engrais par arpent suffisent pour une bonne fumure.

Le Myrostome

Sans odeur, guérit à l'instant les douleurs de dents les plus vives, les blanchit, fortifie les gencives, prévient la carie. Chez **DUVIGNAU**, r. Richelieu, 66.

BREVET DU ROI. (4 fr. le pot.)

AMANDINE

De FAGUER, parfumeur, rue Richelieu, 95. Cette Pâte, d'une efficacité bien constatée pour blanchir et adoucir la peau, la préserve et guérit du hâle et des gerçures.

KAIFFA D'ORIENT

Cet aliment pectoral et stomacal est breveté du gouvernement : il est sain, très-nutritif et guérit les gastrites et toutes les irritations de poitrine et d'estomac. Dépôt, boulevard Italien, 15 et à la pharmacie, rue J.-J.-Rousseau, 21.

Traitement Végétal.

Pour la guérison radicale des écoulements récents et invétérés. Prix : 9 fr., payables en une seule ou en trois fois. Pharm. rue du Roule, 11, près celle des Prouvaires AÛ, et joindre un mandat sur la poste.

COSMÉTIQUE SPÉCIFIQUE du **D^r BOUCHERON** contre les maladies des Cheveux, pour en arrêter la chute, la décoloration, et les faire repousser. Toutes les expériences ont été faites publiquement à la clinique de M. LISIARD, chirurgien, en chef de la Pitié. Place, 20 fr.; 17 fr. 50 c. au lieu, 5 fr. Le *Traité anatomique, physiologique et pathologique du système pileux*, 3 fr. Rue du Fg-Montmartre, 23.

A Vendre.

L'HOTEL, rue du Regard, n° 6, faub. St-Germain, sera vendu le 10 courant en la Chambre des notaires de Paris. Cet hôtel, dont les plans et le cahier d'enchères sont déposés chez M^e Trétre, notaire, 42, rue Neuve-des-Petits-Champs, est d'un produit de 23,500 fr. L'acquéreur conservera 12,000 fr. pour servir à forfait une rente viagère de 1,200 fr. sur la tête d'une veuve âgée de 55 ans environ, et sera tenu de garder pendant 4 ans une somme de 200,000 fr. avec intérêt de 4 1/2 pour cent par an.

A VENDRE.

La belle terre de Camé, près Blois (Loir-et-Cher), dans une charmante position, sur les bords de la Loire, très-bien arrosée, et consistant en un joli château, parc, beaux bois, terres et excellents prés d'une contenance totale de 550 hectares. S'adresser à M^e Corbin, notaire, place de la Bourse, 31, à Paris, et à M^e Parrain, notaire, à Blois.

Etude de M^e Bournet-Vernon, notaire.

ADJUDICATION DÉFINITIVE, à la suite de décès, en la Chambre des notaires de Paris, par le ministère de M^e Bournet-Vernon, l'un d'eux, le mardi 15 mai 1838, de 555 arpents 72 perches de bois, sis canton de Lormes (Nièvre), en six lots qui pourront être réunis. Ces bois, appelés Bois des Tours, des Gaux, de Courraiche, de Chausson et des Courlois, sont de la plus belle venue.

Mise à prix des 6 lots réunis. 239,000 fr. S'adresser à M^e Bournet-Vernon, notaire, à Paris, rue St-Honoré, 83.

A VENDRE, charmante propriété en parfait état, à sept lieues et demie de Paris, située à mi-côte au-dessus de la Marne, superbe vue, parc anglais, hautes futaies, joli château, grande pièce d'eau et plusieurs sources; onze arpents, dont sept clos de murs.

Produit en vin et foin, 1,500 fr. Réunissant à l'avantage de ses abondantes eaux vives celui de dépendances considérables, elle est très-propre à l'établissement d'une industrie dont les débouchés pour Paris seraient favorisés par le passage de bateaux à vapeur, à cinq minutes de chemin. Prix : 65,000 fr.

S'adresser à Lagry, à l'étude de M^e Alard, notaire, à Paris, à celle de M^e Lomhard, notaire, 11, rue du Marché-Saint-Honoré, ou aux bureaux de la Presse.

LES EXPÉRIENCES ET APPROBATIONS DES SAVANS

des académies et sociétés royales de médecine, des commissions spéciales, les *Annales* et *Revue médicale* ont inséré au Bulletin des lois (septième série) les 1833, attestent l'efficacité et les avantages de

SIROP DE JOHNSON

Par ses effets bien connus pour guérir les toues et les VOIES URINAIRES, il guérit les *Maladies* des reins, des douleurs de POITRINE, et toutes espèces de TOUX, RHUMES, CATARRHES, etc. (Médicament de JOHNSON, 25, rue CASIMIR, n° 1, à PARIS. Et aux dépôts dans toutes les villes.)

Maladies Secrètes.

Guérison prompte, radicale et peu coûteuse de ces maladies, quelque anciennes ou invétérées qu'elles soient.

PAR LE TRAITEMENT DU DOCTEUR

C. H. ALBERT

Médecin de la faculté de Paris, maître en pharmacie, ex-pharmacien des hôpitaux de la ville de Paris, professeur de médecine et de botanique, breveté du roi, honoraire de médailles et récompenses nationales, etc.

à Paris, rue Montorgueil, 21.

AVIS. Le D^r ALBERT continue à faire délivrer GRATUITEMENT tous les remèdes nécessaires à la guérison radicale des maladies réputées incurables qui lui sont adressées de Paris et des Départements, avec la recommandation des Médecins d'hôpitaux, des Juges médicaux et des Prêtres.

FONDS ANGLAIS. — ANGLETERRE. — LONDRES, 6 avril. — Consolidés pour compte, ouverts à 93 3/8 1/2, fermés à 93 1/2 1/2. — Fonds ESPAGNOLS, Active, 21 5/8 1/2; Passive, 5 1/2 1/2; Différé, 1 1/8 1/2. Coupons échus le 1^{er} nov., 21, 23; d^e 1^{er} mai, 10 15. — PORTUGAIS NOUVEAUX, 31 1/4 1/2; d^e 3 0/0, 20 3/4 1/2. — BRÉSILIENS, 37 1/2 1/2. — COLOMBIENS, 28 3/4. — MEXICAINS, 28 1/4 1/2. — BELGES, 103 1/2 1/2. — HOLLANDAIS, 6 0/0, 99 3/4 1/2; d^e 2 1/2, 54 1/2 1/2; d^e nouvel emprunt, 93 1/4 1/2. — DANAIS, 74 1/2 1/2. — RUSSÉS, 111 1/2 1/2. — DAKOIS, 74 1/2 1/2.

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE.

DÉCLARATIONS DE FAILLITES.

Du 25 janvier 1838. — Le sieur Gaudinot, charbon, rue de la Contrescarpe, 76; juge-comm., M. Duperrier; agent, M. Charlier, rue de l'Arbre-Sec, 45.

Du 23 mars. — La dame veuve Homont, négociante, rue du Sac, 43; juge-comm., M. Leroy; agent, M. Magnien, rue du Helder, 14.

Du 2 avril. — Les sieurs : Plainchamp, md charcutier-forain, à Nanterre, cour St-Maurice; juge-comm., M. Renouard; agent, M. Richomme, rue Montmartre, 64.

— Buisson, tenant hôtel garni, rue Neuve-St-Augustin, 57; juge-comm., M. Chauviteau; agent, M. Jouve, rue du Sentier, 3. — Dame veuve Courgeot, md de volailles, rue du Marché-St-Honoré, 34; juge-comm., M. Duperrier; agent, M. Duval-Vaucluse, rue Grange-aux-Belles, 5.

Du 5 avril 1838. — Les sieurs : Seguin,

dépot. et directeur du journal le *Globe*, r. Vivienne, 38 (présentement sans domicile connu); juge-comm., M. Renouard; agent, M. Pichard, rue de l'Échiquier, 42.

— Rozé, md de vins, rue de l'Égout; juge-comm., M. Fossin; agent, M. Millet, boulevard St-Denis, 24. — Petit, md de vins, rue de la Chaise, 14; juge-comm., M. Fossin; agent, M. Bécin, rue Pastourelle, 7.

— Thévenot, peintre-vitrier, rue St-Denis-St-Germain, 10; juge-comm., M. Leroy; agent, M. Argy, rue St-Méry, 30. — Harnepon, md de tapis, rue St-Pierre-Montmartre, 2; juge-comm., M. Fossin; agent, M. Magnien, rue du Helder, 14. — Lévy, colporteur, rue d'Orléans, 4, au Marais; juge-comm., M. Carez; agent, M. Moizard, rue du Helder, 14.

Du 6 avril. — Le sieur Vallienne, md tailleur, rue Valois, Palais-Royal, 2; juge-

comm., M. Conté-agent, M. Moisson, rue Montmartre, 173.

CONVOCACTIONS DE CRÉANCIERS.

Au mardi 9 avril. — Faillite du sieur Zandell, md bijoutier : vérification, 11 heures.

Au mardi 10 avril. — Faillites des sieurs : Mathieu Chadelet. — Florry, md de charbons de terre et de bois : vérification, 9 h.

— Chandelier, tabletier : concordat, 2 h. — Bellier, md cordier, concordat, 10 h.

— Arnal, négociant : vérification, 10 h.

— Tisseron, entrepreneur de charpente : vérification, 10 h.

— Lépine, carrossier : syndicat, 10 h. — Gaudinot, charbon : syndicat, midi. — Veuve Gougeot, md de volailles : syndicat, midi. — Back, fabrice de papiers peints : vérification, midi.

— Wagner, md tailleur : concordat, 2 h. — Veuve Homont, négociante : syndicat, 2 h. — Brua, Paul d'auhrée et Cie, négoc. : vérification, 2 heures.

SPECTACLES DU 9 AVRIL.

ACADÉMIE. — LA CHATTE MÉTAMORPHOSÉE.

LE 1^{er} ACTE DU PHILTRE. MM. Levasseur, Lafont, Marsol. Mmes Fléchoux, Laurent, Lorotte, Barbier.

L'ATTENTE, c. 1 a., en prose. MM. Menjoud, Berlion, Samson, Bailly. Mmes Plessis, Anais, Tousez.

FRANÇAIS. — LA DAME ET LA DEMOISELLE. MM. Périer, Guizot, Regnier, Mirecourt, Charles, Monlaur. Mmes Anais, Plessy.

LES ORIGINAUX. OPÉRA-COMIQUE. — LE BARBIER DE LA BARRICADE, 3 actes.

MM. Henri, Chollet, Roger, Victor, Fargueil, Palianti.

Mmes Boulanger, J. Colon.

LE PRISONNIER. MM. Roy, Fleury, Victor, Léon. Mmes Blanchard, Rosine.

ODÉON. BRITANNICUS, tr., 5 act., Racine.

MM. David, Mailhard, Joanny, St-Anlaire. Mmes Brocard, Gausson, Théard.

LES INDÉPENDANTS, com., 3 act., Scribe. MM. Samson, Monrose, Volny, Monlaur, Alexandre.

Mmes Volny, Plessy, Tousez.

7 GYMNASE. — Clermont, ou Femme d'artiste.

6 VAUDEVILLE. — Demoiselle, Lustucru, Mariage, Femme.

7 VARIÉTÉS. — Suisse, Bouton de rose, Saltimbanques, madelon.

7 PALAIS-ROYAL. — Petite Maison, Piquet, Maître de langues, Truno.

7 P. ST-MARTIN. — Masque de fer, Pauvre Pille, Rita.

L'un des gérans, E. DOUTMY.

PARIS. — Imprimerie de BERNARD et FLOU, rue de Valenciennes, 36.